

LETTRE DE CONSULTATION – DEMANDE DE DEVIS PRESTATIONS INTELLECTUELLES

*Procédure allégée comprise entre 5 000 et 40 000 euros HT
en application de l'article R.2122-8 du code de la commande publique
et du décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019*

Procédure : Consultation ouverte avec possibilité de négociation par présentation d'une offre dans le respect des dispositions du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur : SAIEM de Construction de Draguignan

Adresse : 247 rue Jean Aicard - 83 300 DRAGUIGNAN

SIRET : 722 850 229 00039

Représentée par Monsieur Jean-Michel COHEN, Directeur Général Délégué

Objet :

**Commune de Draguignan, Ilot « La Butte » rue de la Roque en plein cœur du centre historique
Etude de faisabilité et de programmation d'un projet à destination d'habitation en rénovation /
construction neuve**

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la consultation citée en objet, la SAIEM de Construction de Draguignan vous demande de bien vouloir lui transmettre votre meilleure offre pour la prestation suivante :

Une étude de faisabilité et de programmation d'un projet à destination d'habitation en rénovation / construction neuve de l'ilot dénommé « La Butte » sur la Commune de Draguignan.

Pour vous permettre de répondre à la consultation, nous vous adressons en pièce jointe le cahier des charges identifiant les caractéristiques de notre besoin. Une lettre de commande sera adressée au candidat désigné, après sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse par le maître de l'ouvrage.

Il est à préciser que les compétences requises sont les suivantes :

- un architecte
- un économiste de la construction
- un BET structure

Pour tout renseignement technique et si vous souhaitez visiter le site, nous vous invitons à vous adresser à Sylvie BARBERO-FLIEGEL, responsable de projets, au 06 59 66 75 04 ou à l'adresse mail suivante : sylvie.barbero@saiem-draguignan.fr.

Il est à préciser qu'aucune visite ne sera possible entre le 07 avril et le 11 avril, ni aucune réponse à d'éventuelles questions.

Les critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sont :

- 1. Prix (40%) :** Proposition financière appréciée sur la base du devis transmis par le candidat
- 2. Valeur technique de la prestation (pondération : 60 %) :** jugée sur le mémoire technique remis par le candidat tenant compte des sous-critères suivants :
 - a. Sous critère 1, Qualité et pertinence des moyens humains affectés à la mission (pondération 25 %) avec le rôle de chaque intervenant, et au vu de l'expérience et les références produites.
 - b. Sous critère 2, Qualité et pertinence de la note méthodologique au regard de la compréhension des missions décrites dans le CCTP, relative à l'organisation du candidat au regard des missions demandées (6 pages A4 rectos maximum) (pondération 35%)

Si cette consultation vous intéresse, nous vous invitons à remettre votre proposition technique et financière rédigée en langue française au plus tard **le 25 AVRIL 2025 à 12h00 dernier délai, par voie électronique via le profil d'acheteur <https://www.marches-securises.fr>.**

Elle sera accompagnée des documents suivant au format pdf :

- › la présente lettre de consultation datée et signée valant acceptation des conditions générales,
- › Un devis détaillé par mission et membre du groupement,
- › Un mémoire technique
- › le dossier de candidature comprenant :
 - Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.
 - Une déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner à un marché,
 - La liste des prestations exécutées les 3 dernières années en adéquation avec la prestation demandée,
 - La présentation succincte de l'entreprise,
 - L'effectif moyen annuel pendant les 3 dernières années,
 - Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle,
 - Le chiffre d'affaires des 3 dernières années,
 - En cas de sous-traitance, les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents et le candidat doit fournir une déclaration de sous-traitance (DC41) dûment complétée et signée.

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **TROIS MOIS maximum**.

CONTENU DE L'OFFRE

- 1- La présente lettre de consultation datée et signée valant acceptation des conditions générales,**
- 2- Un devis détaillé par mission et membre du groupement,**
- 3- Le mémoire technique**
- 4- Une présentation du candidat ou du groupement**

Après avoir pris connaissance de la présente lettre de mise en concurrence et des autres documents joints, le candidat s'engage, dans le respect des conditions visées auxdits documents, à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le devis.

Je / Nous soussigné(s) :

1er contractant (nom, prénoms) : M.....

Agissant au nom et pour le compte de :

Adresse du siège social :

Numéro de téléphone :

Numéro d'inscription au RCS :

A, le

La signature du présent document emporte signature et engagement sur toutes les pièces contractuelles.

Signature du représentant du Candidat dûment habilité aux fins des présentes :

Acceptation de l'Acheteur

Est acceptée la présente offre pour valoir engagement.

A, le

Signature du représentant de l'Acheteur, dûment habilité aux fins des présentes : Engagement du candidat

ANNEXE 1- CONDITIONS GENERALES

DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture sous réserve du service fait. Le service est considéré fait dès lors que l'ensemble des prestations a été exécuté ou réceptionné.

ASSURANCES

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

REGIME DES RESULTATS

Lorsque, au titre des prestations à réaliser, le titulaire est conduit à produire des résultats, tels que définis à l'article 32.1 du CCAG PI, il cède à l'acheteur, à titre non-exclusif, sauf les exceptions visées à l'alinéa 8 de l'article 35.2.1 du CCAG, les droits de propriété intellectuelle ou de propriété industrielle qu'il détient, pour les besoins et finalités d'utilisation et selon les modalités définies à l'article 35 du CCAG, précisés le cas échéant ci-dessous ou dans tout autre document particulier du marché.

- Il est entendu que les résultats au sens du présent marché s'entendent également, par dérogation à l'article 35.2, des résultats qui seraient inachevés, qu'ils aient ou non été payés par l'acheteur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par l'acheteur, de ses résultats inachevés, en ne divulguant pas les dits résultats au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer à l'acheteur tous les résultats, prestations et ébauches de prestations réalisés en exécution du marché.

- Par ailleurs, au titre du présent marché, l'acheteur dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés dans la limite des besoins découlant du marché.

- En tant que de besoin, et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes, la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support.

RESILIATION

En cas de résiliation pour faute, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique fournis par le titulaire, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché sera résilié sans mise en demeure à ses frais et risques.

PIECES CONTRACTUELLES APPLICABLES À L'ACHAT :

En cas d'attribution du marché, les pièces contractuelles sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- la présente lettre de consultation datée et signée par le prestataire
- le devis daté et signé
- la lettre de commande valant acceptation du devis retenu,

PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu principal d'implantation du pouvoir adjudicateur.